

NUMA CF N°0125
du 19/02/2014

ARRETE N°2014/ /000/MDENP/SG/DGESS
portant attributions, organisation et fonctionnement
de la Direction générale des études et des statistiques
sectorielles



LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES

- Vu la Constitution,
- Vu le Décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le Décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement.
- Vu le Décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation type des départements ministériels ;
- Vu le Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes;

Sur proposition du Directeur général des études et des statistiques sectorielles

ARRETE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}: En application des dispositions de l'article 61 du Décret n°2013-664 -/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013, portant organisation du Ministère du développement de l'économie numérique et des postes, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) sont régis par les dispositions du présent arrêté.

TITRE II : ATTRIBUTIONS

Article 2 : La Direction générale des études et des statistiques sectorielles assure la coordination, la programmation et la planification de la politique assignée au Ministère et veille au renforcement des relations entre le Ministère et ses partenaires.

A ce titre, elle est chargée :

- de la conduite des études nécessaires à la définition des politiques, plans et stratégies du Ministère ;
- du suivi et de l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux des politiques, plans et stratégies du Ministère ;
- de l'appui à l'élaboration des documents de projets du Ministère ;
- du suivi et de l'évaluation des projets et programmes inscrits dans les politiques, plans et stratégies du Ministère ;
- de la participation aux négociations des accords de financement pour la mise en œuvre des plans, programmes et projets du Ministère ;
- de l'élaboration et du suivi des programmes d'investissement public annuels et pluriannuels des secteurs des postes, des télécommunications et de l'informatique, conformément aux orientations politiques et macro économiques nationales ;
- de la centralisation, de la vérification, de l'analyse, de la synthèse et de la diffusion de l'ensemble des données relatives à tous les secteurs du Département ;
- des études d'amélioration de l'organisation, du fonctionnement et des performances du Ministère ;
- de l'organisation des assises du Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ainsi que du suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations ;
- de la promotion du secteur privé et du renforcement de la synergie entre le secteur public d'une part et le secteur privé et la société civile d'autre part, dans l'accomplissement des missions du Ministère ;
- du suivi de la mise en œuvre des politiques, stratégies et plans nationaux ;
- de la représentation du Ministère au sein des commissions mixtes de coopération ;
- du suivi de la mise en œuvre des actes et décisions des institutions sous-régionales africaines et internationales concernant les différents secteurs du Ministère ;
- de l'exécution de toutes autres missions confiées par le Secrétaire général ou le Ministre, liées au domaine de sa compétence.

TITRE III: ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 3 : Le Directeur général des études et des statistiques sectorielles a pour mission d'œuvrer à la réalisation des attributions définies à l'article 2.
A ce titre, il organise, coordonne, anime et contrôle toutes les activités de la Direction générale.

Article 4 : La Direction générale des études et des statistiques sectorielles comprend, outre le secrétariat particulier, le service administratif et financier et la Cellule d'appui technique, les directions suivantes :

- ✓ la Direction de la prospective et de la planification opérationnelle (DPPO) ;
- ✓ la Direction de la formulation des politiques (DFP) ;
- ✓ la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation (DSEC) ;
- ✓ la Direction des statistiques sectorielles (DSS) ;
- ✓ la Direction de la coordination des projets et programmes (DCPP).

CHAPITRE I : Le secrétariat particulier de la Direction générale

Article 5 : Le secrétariat particulier de la Direction générale est chargé :

- de l'organisation des audiences du Directeur général;
- du traitement du courrier ;
- de la tenue des archives et des documents administratifs et réglementaires ;
- de la circulation de l'information entre les Directions internes de la Direction générale ;
- de la saisie, de la reprographie, du classement des documents et de l'archivage des dossiers ;
- de l'accomplissement de toutes autres tâches que lui confie le Directeur général.

CHAPITRE II : Le service administratif et financier

Article 6 : Le service administratif et financier (SAF) est chargé :

- de l'élaboration des avant-projets de budget de la Direction générale ;
- de l'initiation et de l'exécution du budget des activités de la Direction générale;
- de la gestion de la caisse de menues dépenses ;
- de la participation aux commissions d'attribution et de réception des marchés de biens et services ;
- de la transmission des informations relatives aux matériels commandés et livrés à la direction générale ;
- de la tenue à jour de la comptabilité matière des biens, meubles et immeubles et des documents de gestion ;
- de la tenue à jour du livre journal inventaire ;
- de la gestion des dossiers individuels du personnel de la Direction générale;
- de l'élaboration des contrats d'objectifs des agents ;
- de l'archivage et du classement de tout document relatif au fonctionnement de la Direction générale;
- de la rédaction des programmes et bilans d'activités de la Direction générale.

CHAPITRE III : La Cellule d'appui technique

Article 7 : la Cellule d'appui technique (CAT) assure l'étude et le traitement de tous les dossiers à elle confié par le Directeur général. Elle est composée d'au plus cinq (05) chargés d'études.

CHAPITRE IV : la Direction de la prospective et de la planification opérationnelle

Article 8 : La Direction de la prospective et de la planification opérationnelle (DPPO) a pour mission d'assurer la planification et le suivi-évaluation des plans de très long terme et ceux de court terme.

Article 9 : La Direction de la prospective et de la planification opérationnelle est dirigée par un Directeur, et comprend outre le secrétariat, deux (2) services :

- le Service de l'analyse prospective (SAP) ;
- le Service de la planification opérationnelle (SPO).

Article 10 : Le service de l'analyse prospective (SAP) est chargé :

- de la détermination de la vision prospective du secteur ;
- de la conduite d'études prospectives thématiques ;
- de la mise en place et de la gestion du groupe d'experts en prospective ;
- de l'actualisation des orientations stratégiques du Département en fonction de l'évolution de l'environnement politique, social et économique (tranches annuelles) ;
- de l'articulation des politiques de très long terme avec ceux de court terme.

Article 11 : Le service de la planification opérationnelle (SPO) est chargé :

- de l'élaboration du programme et du rapport d'activités consolidés du ministère ;
- de l'appui aux structures du Ministère pour la réalisation de leurs travaux de planification opérationnelle ;
- du suivi de la mise en œuvre annuelle des politiques, stratégies et plans nationaux (SCADD et du PAGEDD) par des rapports périodiques ;
- de l'élaboration et du suivi du programme d'investissement public tranche annuelle du Ministère ;
- de l'élaboration du budget programme du ministère ;
- de la représentation de la DGESS aux différents travaux de la cellule budget programme du Ministère.

CHAPITRE V : La Direction de la formulation des politiques

Article 12 : La Direction de la formulation des politiques (DFP) a pour mission d'assurer l'élaboration et le suivi-évaluation des politiques, plans et stratégies de moyen et de long termes.

Article 13 : La Direction de la formulation des politiques est dirigée par un Directeur et comprend, outre le secrétariat, deux (2) services :

- le Service de l'élaboration et de l'analyse des politiques (SEAP) ;
- le Service de l'évaluation des politiques (SEP).

Article 14 : Le Service de l'élaboration et de l'analyse des politiques (SEAP) est chargé :

- de la conduite et de l'élaboration des politiques, plans et stratégies de moyen et long termes du Ministère ;
- de l'élaboration du plan d'actions du ministère et du programme triennal d'investissement public glissant (PTIP-G) ;
- de l'organisation des revues sectorielles de mise en œuvre des politiques du Ministère ;
- du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des revues ;
- de la traduction des orientations stratégiques du gouvernement en plans sectoriels de développement.

Article 15 : Le Service de l'évaluation des politiques (SEP) est chargé :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la méthodologie d'évaluation de l'impact de la politique sectorielle ;
- de la production des rapports d'évaluation de la politique du Ministère ;
- de la représentation de la DGEES aux travaux de la cellule environnementale du Ministère.
- du suivi et de l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux des politiques, plans et stratégies du Ministère ;
- du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre, à moyen et long terme de la contribution sectorielle aux politiques, stratégies et plans nationaux.

CHAPITRE VI : La Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation

Article 16 : La Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation (DSEC) a pour mission d'assurer le suivi et l'évaluation de la performance des structures du ministère, et d'y promouvoir les bonnes pratiques.

Article 17 : La Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation est dirigée par un Directeur et comprend deux (2) services :

- le Service du suivi et de l'évaluation des performances (SSEP) ;
- le Service des instruments, de la capitalisation et des outils (SICO).

Article 18 : Le Service du suivi et de l'évaluation des performances (SSEP) est chargé :

- du suivi et de l'évaluation des performances des structures du ministère ;
- de l'animation des cadres de concertation sectorielles (CASEM, Conseil de cabinet) et du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;

- du suivi-évaluation de la mise en œuvre des actes et des décisions des institutions sous-régionales, africaines et internationales concernant le ministère ;
- de la centralisation des documents de politiques sectorielles et des initiatives internationales en matière de développement de l'économie numérique et des postes;
- de l'identification et du suivi des actions des intervenants extérieurs au ministère (ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales).

Article 19 : Le Service des instruments, de la capitalisation et des outils (SICO) est chargé :

- de l'élaboration des lettres de mission ;
- de l'appui-conseil des structures en matière d'organisation ;
- de mener toutes études d'amélioration de l'organisation du fonctionnement et des performances du Ministère y compris l'élaboration des manuels de procédures;
- de l'élaboration des méthodes et des outils de suivi-évaluation de la performance des structures du Ministère.

CHAPITRE VII : La Direction des statistiques sectorielles

Article 20 : La Direction des statistiques sectorielles (DSS) a pour mission d'assurer une production et diffusion de l'information statistique du Ministère.

Article 21 : La Direction des statistiques sectorielles est dirigée par un Directeur et Comprend, outre le secrétariat, deux (2) services :

- le Service de la production statistique (SPS) ;
- le Service de la diffusion statistique (SDS).

Article 22 : Le Service de la production statistique (SPS) est chargé :

- de la collecte, du traitement, de la centralisation des données statistiques du ministère ;
- de faire de la prévision statistique des secteurs des télécommunications, des TIC et des postes ;
- de la validation de toute étude de collecte, de traitement et d'analyse de données au sein du Ministère ;
- de l'élaboration des outils et des instruments d'analyse et d'aide à la décision.

Article 23 : Le Service de la diffusion statistique (SDS) est chargé :

- de la conception de supports adaptés (annuaire statistique, tableau de bord...) pour la diffusion des données statistiques;
- de la production de données statistiques à la demande ;
- de la mise en place et la gestion des bases de données des secteurs des télécommunications, des TIC et des postes ;
- de l'administration du site web de la Direction générale.

CHAPITRE VIII : la Direction de la coordination des projets et programmes

Article 24 : La Direction de la coordination des projets et programmes (DCPP) a pour mission d'assurer la gestion du portefeuille des projets et programmes sous tutelle technique du Ministère.

Article 25 : La Direction de la coordination des projets et programmes est dirigée par un Directeur et comprend, outre le secrétariat, deux (2) services :

- le Service de l'évaluation et du suivi des investissements publics (SESI);
- le Service de la formulation des projets et programmes (SFPP).

Article 26 : Le Service de l'évaluation et du suivi des investissements publics (SESI) est chargé :

- du suivi et de l'évaluation des projets et programmes sous tutelle du ministère ;
- de l'élaboration des rapports sectoriels de mise en œuvre des projets ;
- du suivi des projets inscrits aux programmes et plans d'institutions tierces;
- de la représentation du Ministère au sein des commissions mixtes de coopération.
- de l'organisation de l'assemblée sectorielle des projets et programmes de développement et du suivi de la mise en œuvre des recommandations y relative ;
- de la représentation de la DGESS aux travaux des différents comités de pilotage des projets et programmes de développement.

Article 27 : Le Service de la formulation des projets et programmes (SFPP) est chargé :

- de la conduite de l'élaboration des projets et programmes sous tutelle technique du Ministère ;
- de l'alimentation et de la gestion de la banque intégrée des projets (BIP) ;
- de la représentation de la DGESS aux différents travaux de la cellule genre du Ministère ;
- de la participation aux négociations des accords de financement pour la mise en œuvre des plans, programmes et projets du Ministère ;
- du suivi des accords de financement.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 28 : Le Directeur général des études et des statistiques sectorielles et les Directeurs sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre en charge du développement de l'économie numérique et des postes.

Article 29 : Les Chefs de services sont nommés par Arrêté du Ministre du développement de l'économie numérique et des postes sur proposition du Directeur général des études et des statistiques sectorielles.

Article 30 : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Article 31 : Le Directeur général des Etudes et des statistiques sectorielles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **21 FEV 2014**

Ampliations :

- Cabinet
- Toutes structures du MDENP
- Archives.



Pr Jean KOULIDIATI
Officier de l'Ordre National

